

Réduction de la pauvreté et compétitivité universelle

Paul Cammack

Résumé

Les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) de la Banque mondiale ont représenté, au début du siècle actuel, une transition entre l'étroit projet politique néolibéral et une approche plus large axée sur la création d'un climat favorable à l'investissement et caractérisée par des actions étatiques positives favorisant la compétitivité des produits, du capital et des marchés de la main d'œuvre. Si les « saines politiques macroéconomiques » constituaient toujours la base de la réduction de la pauvreté, les DSRP allaient beaucoup plus loin, afin de réformer les relations sociales et la relation entre les citoyens, les marchés et l'État. Cet article soutient que par l'orientation générale de ses politiques, la Banque mondiale favorise maintenant des objectifs qu'elle partage avec d'autres agences internationales et multilatérales, particulièrement l'OCDE. C'est-à-dire bâtir le capital humain des travailleurs, accroître les possibilités d'emploi, et rendre encore plus compétitifs les marchés de la main d'œuvre. L'article examine donc la relation entre la réduction de la pauvreté et la politique de compétitivité. Il explore (i) le terrain commun entre le « consensus de Washington », le « consensus post-Washington » et la stratégie de prolétarianisation mondiale énoncée par la Banque mondiale depuis 1990; (ii) le programme parallèle de l'OCDE et de l'UE visant à rétablir l'hégémonie du capital sur la main-d'œuvre dans les pays développés; et (iii) la logique actuelle des institutions internationales et régionales concernées par la gouvernance économique mondiale. La conclusion évalue la complémentarité et les contradictions entre les stratégies de réduction de la pauvreté et la compétitivité universelle.

Poverty Reduction and Universal Competitiveness

Paul Cammack¹

Abstract

World Bank poverty reduction strategies papers (PRSP) in the first years of the present century represented a shift from a narrowly conceived neoliberal agenda to a broader one focused on creating a climate for investment and characterized by positive state action to promote competitiveness in product, capital and labour markets. While 'sound macroeconomic policy' remained a bedrock of poverty reduction, PRSPs went far beyond this in order to reshape social relations and the relationship between citizens, markets and the state. This paper argues that in its general policy orientation the World Bank now promotes an agenda shared with other international and multilateral agencies, especially the OECD, focused on building the human capital of workers, expanding employment, and making labour markets ever more competitive. The focus of the paper, therefore, is on the relationship between poverty reduction and the politics of competitiveness. The paper discusses (i) the common ground between the 'Washington Consensus', the 'Post-Washington Consensus' and the strategy of global proletarianisation spelled out by the World Bank from 1990 onwards; (ii) the parallel OECD/EU programme for restoring the hegemony of capital over labour in the developed world; and (iii) the current conventional wisdom of the international and regional institutions concerned with global economic governance. The conclusion assesses the complementarity and contradictions between poverty reduction strategies and universal competitiveness.